QUATRIÈME JOUR

L'envie de me bagarrer une dernière fois, en me jetant sur ce journal ? Ça m'a pris en revenant de Bretagne, le 28 août. Il faisait beau.

Je rentrais plein d'indulgence, rassasié de promenades vers la pointe du Raz, encore transporté par une marche le long de la baie des Trépassés, toujours sous le charme des virées à la pointe de Trégunc, où nous devions courir pour nous baigner entre deux averses. Nous avions passé une partie de l'été cachés dans une petite maison de la pointe bretonne, du côté du cap Sizun ; une construction modeste, charmante, que chaque nuit les déferlantes semblaient chercher à récurer. C'est de là que j'avais repris, au calme, l'ensemble des documents et comptes-rendus accumulés sur les mouvements islamistes, en général en début d'après-midi, à l'heure de la sieste, tandis que la nounou et mon beau-père regardaient les *Feux de l'amour* à la télé.

C'est une drôle d'expérience que de travailler sur ces grandes affaires sous les combles, tandis que les dialogues des *Feux de l'amour* montent vers la charpente. Parfois, ils commentaient la coiffure d'une actrice, avec ironie, mais pas toujours, et je décelais tantôt une réelle incompréhension dans l'intonation de leurs commentaires au passage d'un échafaudage capillaire trop recherché pour ces journées en Bretagne reculée que nous passions. Après un tel dépaysement et un retour critique sur mes propres travaux, j'étais donc dans les meilleures dispositions, prêt à pardonner beaucoup.

Et puis j'ai reçu un coup de téléphone d'un fonctionnaire de la DST, Philippe B.[1], désigné par sa hiérarchie pour suivre mes activités. Il m'appela tandis que je défaisais mes valises. Je ne reconnus pas immédiatement sa voix, tant la relation de convenance que nous entretenions l'amenait d'ordinaire à me contacter en choisissant un ton débonnaire. Il était plus nerveux cette fois-ci. Je fus surpris qu'il tienne à me rencontrer rapidement. Nous nous sommes retrouvés trois jours plus tard à une terrasse

1. Fonctionnaire de la DST rattaché au service B3 (sécurité), lequel coordonne de nombreuses missions de renseignement ou de suivi des travaux des journalistes d'investigation. Dans ces missions-là, ce service tente de prévenir les révélations de nature à déstabiliser le gouvernement, de connaître les sources des journalistes, voire, occasionnellement, de les manipuler. Ce service, dirigé par le commissaire Philippe B.C., est placé sous la coupe de la sous-direction B, elle-même supervisée par Jean-Jacques Martini.

de café encore baignée de soleil. Indolent, il a tourné le dos aux rayons éclairant les dernières filles court-vêtues qui passaient sur le boulevard[1]. Son buste, décollé du dossier de la chaise, s'est avancé vers la table, ses mains ouvertes l'une vers l'autre se sont portées à hauteur du visage, et il a commencé par des banalités d'usage : évidemment il n'avait pas sollicité ce rendez-vous pour deviner l'état de mes recherches du moment. Non, il me voyait pour satisfaire une mission spécifique. Sinon, pourquoi précipiter une telle entrevue, s'asseoir sans un regard pour le bel environnement de cette fin d'été, puis bavarder sur des banalités, en avançant le buste et les mains, le corps trop raide ?

J'attendais que tombe le paravent des civilités, parlant court. Tout à trac, il se lança : en date du 5 août 2004, la DST avait reçu du FBI une demande d'information classifiée secrète me concernant nommément ; en relation avec des indices que je pourrais détenir sur les déplacements d'un terroriste au Proche-Orient. Dans ce cadre, l'agence américaine d'investigation demandait à son homologue français si mes informations « étaient généralement bonnes ». Revenu de vacances, Philippe B. devait rédiger la réponse, selon les ordres donnés par ses supérieurs.

1. Rencontre le 1er septembre 2004, entre 10 h 30 et 11 h 30, café *le Tourville*, boulevard de La Motte-Picquet, Paris.

Auparavant, il devait me sonder sur les raisons pour lesquelles le FBI s'intéressait à moi et découvrir quelles étaient ces fichues informations. Ma mine a dû s'assombrir subitement. Ce message paraissait tellement anachronique, arrivant si tard ! Le terroriste auquel on s'intéressait alors pouvait avoir changé deux fois de continent depuis mon premier et dernier « contact ». J'ai vécu là un de ces grands moments de solitude, pensant que j'aurais mieux fait de ne jamais me préoccuper d'islamisme, et regrettant de ne pas avoir attendu l'heure du repas, en sirotant tranquillement des Campari-Perrier, assis à l'une des trois tables d'un lieu incomparable, minuscule, enchanté, le *Bigorneau langoureux*, près du ponton de l'île de Batz, là où l'on prend le bateau pour Roscoff. Au-dessus de la porte, il y a un bigorneau dessiné, tout lové autour d'un galet.

L'événement à l'origine de cette demande faxée par le FBI remontait à la fin du mois d'avril 2004, alors que je travaillais sur des universités islamiques avec un ancien transfuge du Hezbollah (la milice libanaise chiite pro-iranienne). Tandis que nous nous intéressions à certaines filières syriennes, il m'apprit que l'un des terroristes les plus recherchés au monde, Imad Fayez Mugniyah, venait d'être aperçu à Damas. Quelques coups de téléphone sur place, mais aussi à Beyrouth et Alep – la grande ville du nord de la Syrie – corroborèrent ces premiers dires et leur donnèrent un sens : en Irak, la frange radicale des chiites,

hostile à la présence américaine dans le pays, aurait pris contact avec Mugniyah pour lui confier le soin de préparer des actions de guérilla et des attentats contre les forces américaines. L'homme aurait ainsi réapparu à Damas pour des réunions avec ses éventuels nouveaux commanditaires : une information à la fois impossible à étayer au regard des quelques moyens artisanaux à ma disposition, mais en outre impossible à conserver en silence, sans avertir personne.

Je n'imaginais pas demeurer passif, pour découvrir, peut-être des années plus tard, le rôle exact de groupes commandés par Mugniyah dans l'organisation d'actes terroristes en Irak, mais je n'imaginais pas non plus revêtir pour la circonstance le costume gris muraille de la discrète et serviable source d'un service de renseignements, comme tous ces petits bonhommes ridicules d'excitation à l'idée d'informer des espions, qui s'accaparent un peu de cette part de légende dissimulant pourtant, bien souvent, rien d'autre que les actes de bassesse jalonnant une carrière au service de la raison d'État. J'avais besoin d'établir une communication par un canal officiel, transparent, avec une administration poursuivant plutôt des fins judiciaires, et, surtout, ayant intérêt à prendre réellement en compte de telles données.

Comme d'autres, je n'ignorais pas les liens que l'on prêtait à Mugniyah avec d'anciens émissaires de l'Élysée depuis certains engagements pris pour la libération des otages français au Liban, en 1988. Et

devant pareille relation inavouable, je me doutais que mon information pourrait embarrasser surtout les quelques interlocuteurs du parquet de Paris éventuellement disposés à m'écouter. Le genre à provoquer des enquêtes non pour attraper le terroriste en question, mais bien pour découvrir les réseaux capables de troubler la quiétude républicaine en révélant les déplacements récents de cet individu avec qui, à Paris, personne n'était censé avoir jamais parlé.

J'ai choisi de m'adresser au FBI, en le sollicitant par une voie directe qui laisserait des traces. Je me suis connecté au site Internet de ce service à l'aide de mon ordinateur personnel, depuis la prise de téléphone de mon domicile, et via un abonnement souscrit à mon nom. Sur le site, j'ai recherché la sous-section spécialement réservée aux informateurs et à toute personne susceptible d'aider le FBI à progresser dans ses diverses investigations.

À cet endroit, dans la nuit du 6 mai 2004, j'ai laissé un message bref, mais explicite, signé de mon nom, avertissant le bureau américain que je croyais connaître l'adresse précise où s'était rendu Imad Mugniyah, à Damas, dans la journée du 26 mars 2004. À la fin du message, j'indiquais mon numéro de téléphone portable en précisant les dates d'un prochain déplacement aux États-Unis que je devais effectuer. Persuadé alors de l'importance de mon information, de la petite effervescence qu'elle ne manquerait pas de provoquer dans les cellules travaillant sur le Moyen-

Orient et spécialisées dans la traque des terroristes islamistes.

C'est que cet ancien chef de guerre libanais, certes méconnu du grand public, possède un casier judiciaire en forme de synthèse très colorée de l'encyclopédie du terrorisme islamiste de 1979 à nos jours. L'un des curriculums les plus étoffés de la spécialité, reconnu à l'échelle mondiale.

Depuis 1994, au terme d'une *notice rouge*[1], Interpol demande à tous les services de police de la planète d'appréhender Imad Fayez Mugniyah. À l'échelle des nations, le département de la Justice des États-Unis l'a placé sur la liste des dix terroristes les plus recherchés au monde par ses services, tandis que l'Argentine a émis un mandat d'arrêt international contre lui pour des attentats contre des intérêts israéliens survenus à Buenos-Aires en 1992[2].

Né le 7 décembre 1962 dans une famille de religieux chiites, habitant le village de Tayr Dibba, dans le sud du Liban[3], le jeune Mugniyah grandit en sym-

1. Les *Red Notices* émises par l'agence internationale de coopération policière Interpol représentent le plus haut niveau d'alerte adressée à l'ensemble des polices, concernant des individus éminemment dangereux, dont l'arrestation constitue une priorité.

2. Mandat d'arrêt international délivré par la cour suprême d'Argentine en date du 6 septembre 1999.

3. Dernière référence administrative connue : passeport libanais numéro 432298. Après 1995, il aurait pu être porteur d'un passeport établi au nom de Jawad Nourredin.

biose avec cette guerre qui ravageait le pays, au cours de laquelle les jeunes garçons se retrouvaient très tôt embrigadés dans des milices. Des milices chiites, sunnites, palestiniennes ou chrétiennes, selon le quartier de Beyrouth ou le village dans lequel ils vivaient (chiites dans le sud du pays, chrétiens maronites autour du mont Liban...).

Bien souvent recrutés dès l'âge de douze ans pour s'exercer au maniement des armes et des explosifs, ils formèrent une génération d'hommes dont l'apprentissage de la vie se résuma à l'enseignement de la guerre, à la familiarité de ses décors, à son odeur. Une population rarement prise en charge en temps de paix, et qui, dans le cas de la guerre du Liban, sera vite happée par ces chefs politiques ou religieux, palestiniens, algériens, saoudiens ou iraniens, chargés de développer des mouvements de lutte armée dans les années quatre-vingt-dix. Dans les bases de données des services de renseignements occidentaux, le nom d'Imad Mugniyah serait apparu pour la première fois en 1978. Il n'avait pas seize ans et venait de rejoindre les unités de sécurité du Fatah de Yasser Arafat.

Dix-huit mois plus tard, une rencontre bouleversa sa vie et l'éloigna des réseaux palestiniens. En ce temps-là, toutes les capitales arabes bruissaient des victoires de la révolution islamique menée en Iran. Grâce, dit-on, à des relations familiales, Mugniyah rencontra Rafic Droust, futur commandant en chef des Pasdaran, les gardiens de ce nouveau pouvoir

religieux iranien, alors en pleine éclosion. Le moment était propice aux promotions pour des guérilleros d'obédience chiite. La garde rapprochée de l'ayatollah Khomeiny, peu après son putsch à Téhéran le 1er février 1979, avait confié à ses experts militaires, tel Rafic Droust, le soin de recruter parmi les réseaux de combattants chiites libanais les futurs cadres de leur service de renseignements et de leur milice religieuse[1]. Rapidement, Mugniyah épousa la cause de la révolution des mollahs, au point d'effectuer un stage militaire en Iran, de 1980 à 1982.

C'est au retour de cette formation qu'il planifia les attentats meurtriers contre l'ambassade américaine à Beyrouth le 18 avril 1983 et contre les quartiers généraux des militaires américains et français, le 23 octobre 1983[2], à Beyrouth encore, avant de concevoir la plupart des campagnes d'enlèvements d'Occidentaux. Il coordonna ainsi les prises d'otages les plus retentissantes du Liban, comme celle du colonel William Buckley – l'un des responsables du poste de la CIA de Beyrouth – qui sera torturé à mort, ou celle de Terry Anderson de l'agence *Associated Press*, l'un des derniers otages du Liban, libéré

1. Les responsabilités sécuritaires étaient jusque-là tenues par une bourgeoisie militaire considérée comme trop proche de l'ex-monarchie.

2. Attentat concomitant à celui qui eut lieu contre l'immeuble du Drakkar abritant le quartier général des forces françaises. Les deux explosions ont tué deux cent trente personnes. Les contingents français et américains étaient présents au Liban au titre d'un mandat de l'ONU.

en 1991. Voilà pour la version quasi officielle du casier judiciaire.

Étrangement, l'État français, lui, n'a jamais souhaité poursuivre Mugniyah en justice. Il n'a été visé par aucun mandat d'arrêt international rédigé par notre pays. Aucune procédure pénale, aucune information judiciaire ne l'a cité, pas une plainte ne l'a désigné. Pourtant, son rôle de superviseur de la captivité des otages français au Liban ne laisse pas de doute. Sur ce point, que les choses soient dites une fois pour toutes : entre 1985 et 1991, Imad Fayez Mugniyah était bien le chef opérationnel du groupuscule Organisation de la justice révolutionnaire qui organisa et revendiqua l'enlèvement de plusieurs otages français, en particulier celui d'une équipe de quatre journalistes et techniciens d'Antenne 2, le 2 mars 1986 – Jean-Louis Normandin, Philippe Rochot, Georges Hansen et Aurel Cornéa[1] – dont les noms, durant près de deux ans, s'afficheront en ouverture des journaux télévisés de la chaîne. Cette responsabilité d'Imad Mugniyah apparaît clairement dans de rares documents de travail internes aux services de renseignements, comme cette étude de la DST sur l'émirat du Koweït de 1989[2], dans laquelle on insiste sur les tractations entre les capitales

1. Discussion de Jean-Louis Normandin avec l'auteur, le 18 février 2005, qui confirme que Mugniyah peut être considéré comme le « principal responsable » de leur enlèvement.

2. Archives de l'auteur.

occidentales et la famille régnante relative aux dix-sept militants islamistes emprisonnés dans les geôles koweïtiennes et dont plusieurs groupes terroristes réclamaient la libération, dont le Jihad islamique libanais et l'Organisation de la justice révolutionnaire[1]. Ainsi, page 28, l'auteur relève à propos de ces militants islamistes : « Il est à signaler que l'un des prisonniers n'est autre que le beau-frère de Imad Fayez Mugniyah, gardien des otages français. » Gardien des otages français au Liban !

Officiellement cependant, jamais les responsables politiques français ne citèrent le nom de Mugniyah, ne montrèrent son image, ne lui provoquèrent la plus petite inquiétude. Les marchandages pour la libération des ressortissants français, tels qu'ils avaient été conçus, se seraient faits notamment à ce prix. Et d'aucuns d'espéraient que ce chef de guérilla, exécuteur des basses œuvres de Téhéran, tomberait tôt ou tard dans l'oubli, voire sous les balles de quelque tireur embusqué dans ces rues de Beyrouth où l'espérance

1. C'est une donnée géopolitique majeure pour comprendre le virage constitué par la guerre du Golfe : l'immigration massive des Palestiniens au Koweït à partir des années cinquante a déséquilibré la démographie de ce micro-État. En 1965, selon les secteurs, près de 50 % de la population active koweïtienne était d'origine palestinienne. En 1985, ils étaient trois cent soixante mille à y vivre. Dans les années quatre-vingt, les autorités ont pris peur et ont brutalement limité l'accès des Palestiniens aux emplois publics, aux prestations sociales et aux processus de naturalisation. Une frange de cette population a basculé dans l'opposition violente et le terrorisme, et a provoqué les premières campagnes d'attentats en décembre 1983.

de vie des commandants militaires dépassait rarement la quarantaine. Hélas, les origines et le parcours de notre ravisseur en chef lui traçaient une autre destinée, lui permettant de s'attirer les faveurs des principales personnalités d'opposition islamiste, en particulier d'un certain Oussama bin Laden...

Car auprès des tenants de l'internationale islamiste, dès le début des années quatre-vingt-dix, Mugniyah passait déjà pour un héros, une incontournable référence militaire. Vu des quartiers généraux des mouvements terroristes, dans toute l'histoire de l'islamisme contemporain, il est le seul chef de guerre à avoir atteint l'objectif le plus prisé : contraindre les Américains à quitter une terre arabe, comme ils l'ont fait en partant du Liban peu de temps après le terrible attentat contre le siège des marines. Cette spectaculaire attaque contre l'immeuble des soldats américains, des prises d'otages d'Occidentaux, ajoutées à quelques actes de piraterie aérienne (contre le vol TWA 847 entre Rome et Athènes, le 14 juin 1985), sans compter sa participation ultérieure à plusieurs attentats anti-israéliens organisés depuis le sud du Liban dans les années 90 [1], présentent ainsi aux yeux

1. C'est à cette période qu'une opération conjointe exécutée par le Mossad et organisée par la CIA fut décidée pour l'éliminer (avec d'anciens membres du 2e bureau libanais infiltrés dans son entourage pour suivre ses déplacements). Le 24 décembre 1994, la voiture qui devait le transporter fut soufflée par un missile. Mais un changement d'emploi du

des autres militants islamistes le tableau de chasse d'un chef de guerre exemplaire. Une réputation dont on devrait se préoccuper : Mugniyah incarne la réussite même d'une entreprise terroriste menée avec persévérance, sur le long terme. Les résultats qu'il a atteints justifient les méthodes employées, donnent au terrorisme sa raison d'être. Un pedigree que ne pouvaient ignorer les premiers cadres d'Al-Qa'ida, dont le prime élan jaillit de cette même volonté de chasser les Américains des terres d'Islam, et en premier lieu d'Arabie Saoudite. Imad Mugniyah devint leur conseiller technique de la première heure.

Le 20 octobre 2000, Ali Mohammed, ancien trésorier d'Al-Qa'ida en Afrique appréhendé par le FBI, l'a confirmé au procureur de l'État de New York. Lors d'une audition préparatoire au procès des attentats de 1998 en Afrique, il a expliqué comment il avait organisé un rendez-vous entre son chef, Oussama bin Laden, et Imad Mugniyah [1]. La rencontre s'est déroulée en 1994 à Khartoum, au Soudan, et au terme des discussions, la branche militaire du Hezbollah (d'obédience chiite) consentit à assurer des

temps de dernière minute lui permit d'échapper à cette attaque, qui en revanche tua son frère Fouad Mugniyah.

1. Déclaration sous serment devant le procureur du district Sud de New York, Mary Jo White. Audience préliminaire du 20 octobre 2000 dans le cadre de l'instruction sur les attentats de 1998 de Nairobi et de Dar Es Salam. Sous cote *United States of America v. Ali Mohammed, n° S(7)98 Cr. 1023 (LBS).*

stages de formation aux explosifs pour les militants d'Al-Qa'ida (d'obédience sunnite). Page 30 du procès-verbal de son audition, Ali Mohammed éclaire les services du procureur sur les motivations d'un tel rapprochement pour les chefs d'Al-Qa'ida : « S'inspirant de l'attaque contre le quartier général des marines de Beyrouth en 1983 et du départ des Américains de cette ville, ils voulaient appliquer les mêmes méthodes pour les forcer à quitter l'Arabie Saoudite ».

Mugniyah conseilla à Oussama de perpétrer des attentats massifs contre des immeubles pour provoquer une évacuation des terres saintes de l'Islam. Une tactique militaire suivie à la lettre – pour s'en convaincre il suffit d'observer l'état des immeubles diplomatiques soufflés à Nairobi et Dar Es Salam en 1998, ou un peu plus tôt l'immeuble de Khobar en Arabie Saoudite –, au regard de laquelle l'attaque du 11 septembre 2001 ne constitue finalement que le point culminant. Face à une telle source d'inspiration, on comprend mieux l'intérêt des autorités américaines pour Mugniyah, et sa position sur la liste des dix terroristes officiellement les plus recherchés par les États-Unis. Du moins était-ce mon sentiment en écrivant ce 6 mai-là au soir au FBI.

Lors de mon séjour à New York et à Washington qui suivit ce message, aux environs du 11 mai 2004, à chaque sonnerie de mon téléphone portable, je m'attendais à entendre la voix d'un agent fédéral.

Plusieurs fois, en rentrant à mon hôtel, en fin de journée, je pensais être reçu par l'un de ces fonctionnaires assignés au recueil des témoignages spontanés. Même sentiment au départ, à l'instant de passer la douane, à l'aéroport. Mais non, rien. Cette absence de réaction m'a d'abord décontenancé.

Certes, sur le site du FBI, des plaisantins devaient régulièrement se targuer de croiser bin Laden au supermarché du coin, mais étaient-ils si nombreux au point d'enrayer le système ? Existait-il autant de témoins se déplaçant à intervalles réguliers au Moyen-Orient, faisant référence précisément à un terroriste aussi peu connu du grand public, en se connectant depuis leur ordinateur personnel et par un fournisseur d'accès enregistré à leur domicile, en signant leur message et en rajoutant leur numéro de téléphone cellulaire ? Ou bien le FBI avait-il d'autres préoccupations ? « Ben peut-être », avais-je fini par conclure en partageant peu de temps après, à Paris, mes interrogations avec le patron de l'*Aréa*, cet indispensable bar du Marais où le vendredi soir des éditeurs et des musiciens engloutissent des seaux de Caïpirinha en écoutant des remix fous.

D'autres préoccupations, non, pas exactement. Quatre mois après mon message, les limiers de l'agence américaine m'avaient lu et se souvenaient enfin de Mugniyah... En demandant prudemment à la DST de m'évaluer. Laquelle leur répondit aimablement en date du 5 septembre. Voyez-vous, Sieglinde,

je relis ces lignes le 30 mars 2005, six mois se sont de nouveau écoulés ; plusieurs services de renseignements (en particulier israéliens) ont évoqué le rôle d'Imad Fayez Mugniyah dans les opérations des milices chiites en Irak ; mais, pas le moindre appel du plus modeste enquêteur assistant du FBI pour prendre en note en un instant mes modestes informations susceptibles de servir à appréhender ce terroriste formellement accusé.

Après tout, si les Français ne veulent surtout pas en entendre parler, et si les services américains ne se pressent pas de les recueillir, c'est sûrement qu'elles ont peu de valeur.

Donc, autant en faire profiter tout le monde : à Damas, le vendredi 26 mars 2004, Imad Fayez Mugniyah a été reçu durant près de deux heures à l'ambassade d'Iran. Avec l'escorte qui l'accompagnait, ils ont pénétré dans l'ambassade à bord de deux véhicules, une Range Rover immatriculée 27748XX et une Mercedes immatriculée 12768XX[1]. Voilà des éléments précis sur cet homme qui passe pour l'un des terroristes les plus recherchés au monde ; mais *a priori* impossible à localiser. Le 26 mars il était donc

1. Ces deux véhicules étant susceptibles d'avoir été dérobés, ou leur propriétaire pouvant être étranger à l'emploi qui en a était fait, les deux derniers caractères des plaques d'immatriculation ont été ici masqués.

en Syrie où il fut reçu par des fonctionnaires iraniens à l'ambassade de Damas. Une information sûrement parfaitement inutile pour reconstituer ses réseaux de protection et connaître ses nouveaux commanditaires...

MESSAGE ÉLECTRONIQUE DU 10 SEPTEMBRE

Objet : Une rencontre
De : gdasquie@wanadoo.fr

Salut,

J'ai le scoop de l'année, Guilène. J'ai enfin parlé au téléphone avec Sieglinde K., elle habite à Paris ! Elle accepte de me rencontrer. Je ne lui ai pas tout dit. Je vous raconterai la suite. Nous devons nous retrouver au café *Beaubourg*. Je me rappelle mon premier télescopage avec l'une de ses œuvres. C'était à New York, il y a deux ans. J'avais passé un après-midi à flâner dans le quartier *Meat Market*, près des anciens docks de Manhattan, là où l'avant-garde de la côte Est s'implantait alors, dans les centaines d'entrepôts abandonnés de ces rues odorantes et défoncées qui fourmillaient naguère d'abattoirs, d'équarrisseurs, de boucheries et de grossistes en abats. La moitié des

bovins du New Jersey finissait ici. Les immeubles déglingués du quartier portaient encore l'empreinte de ces kilos de viande éventrée, tout comme perduraient les traces des rigoles de sang qui serpentaient dans les rues et sur les trottoirs, jusque dans les années quatre-vingt, quand la vie du *Meat Market* s'écoulait au rythme des enseignes rouges clignotantes des vendeurs de bidoche, des essaims de mouches autour des poubelles et des triporteurs qui charriaient des montagnes de cartilages.

Depuis quelques années, ce sont les jeunes peintres, apprentis vidéastes et couturiers en devenir qui accourent dans ce carré de ville encore infect, plein de couleurs, de rencontres improbables et de chaos, où les promoteurs investissent encore prudemment. Et bien, là, ici, je suis tombé nez à nez avec le tirage d'une photographie de Sieglinde K., datée de 1999.

C'était dans une galerie d'art à l'architecture défoncée. Je suis entré, sur le catalogue j'ai lu : peintre allemande née en 1952, réalise des photographies de détritus depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Celle-là s'intitulait *Sans titre 1999*. On y voit en gros plan un endroit de macadam jonché de pelure d'orange, deux tomates pourries dont une fendue sur le côté, des résidus d'un sac d'emballage de couleur bleue, une tranche de salami à moitié consommée, une ficelle et trois feuilles mortes. Avec cette photographe chacun des déchets arbore des tons d'une

intensité inconnue dans la réalité de nos décharges, leurs couleurs naturelles deviennent féeriques. Comme si dans nos poubelles nous jetions autre chose que des épluchures et les scories de nos quotidiens. Sous ses chromes, nos résidus révèlent une beauté violente. Je continue à tenir un journal pour elle, dès que j'ai un moment.

J'ai longuement repensé à notre dernière discussion, à la suite du reportage que vous aviez vu à la télé. La question est d'une simplicité redoutable : oui ou non l'organisation Al-Qa'ida est-elle en mesure de se doter de l'arme nucléaire ?

J'ai promis de vous répondre, alors je me lance Guilène. Voilà, si l'utilisation de substance chimique par des groupes terroristes s'avère probable depuis la diffusion de gaz sarin dans le métro de Tokyo [1], quoique dans des circonstances très limitées en raison des difficultés de manipulation de ces composés par les terroristes eux-mêmes, je crois que l'emploi d'une arme nucléaire, même au travers d'une « bombe sale » aux effets réduits, se révèle beaucoup plus incertain en raison de la rareté de la matière première et du manque de compétence scientifique pour assembler ces engins. Peu de temps avant notre échappée

1. Attentat du 20 mars 1995 perpétré par la secte Aum. Douze morts et cinq mille cinq cents personnes intoxiquées.

bretonne, au début de l'été, j'ai obtenu un rapport confidentiel de l'Agence internationale de l'énergie atomique, sorte de gendarme planétaire des activités nucléaires, basée à Vienne en Autriche. Il s'agissait de son rapport annuel pour l'année 2002 (et achevé en juillet 2003) consacré à tous les trafics illicites de matière ou d'équipement nucléaire à travers le monde[1].

Eu égard à l'actualité terroriste, page 22 de son rapport, l'agence consacrait un passage au sujet, rédhibitoire : « Récemment, des médias ont suggéré que l'organisation d'Oussama bin Laden explorait depuis une dizaine d'années des opportunités pour se procurer des matériels radioactifs ou nucléaires. L'agence n'a strictement aucun élément crédible établissant que cette organisation ait réussi à acquérir un tel matériel, même aux fins d'improviser un système nucléaire [NDA : c'est-à-dire un engin artisanal de faible puissance] ou un système de dispersion de matières radioactives. »

Je sais, ce constat rassurant, du moins provisoirement, ne répond qu'en partie à votre interrogation. Al-Qa'ida est-il en mesure, un jour, de posséder une telle arme en dépit de ces difficultés ? En théorie, il existerait deux canaux susceptibles de l'approvision-

1. Document de travail interne à l'Agence internationale à l'énergie atomique, intitulé : « Annual report – illicit traficking database 2002 – Office of Nuclear Security ». Archives de l'auteur.

ner : le premier passe par des États instables, maîtrisant les technologies de l'atome grâce à des partenariats avec des États plus développés, et dont des dirigeants décideraient de fournir à l'organisation terroriste une arme clef en main ; le deuxième canal consiste pour Al-Qa'ida à dérober par ses propres moyens dans des sites nucléaires occidentaux ou de l'ex-URSS suffisamment de stocks pour fabriquer un système de dispersion de matières radioactives.

Ainsi, et en parcourant d'autres productions confidentielles de l'Agence internationale de l'énergie atomique, le problème apparaît plus crûment : les risques de diffusion de composés nucléaires obéissent à des circuits plus simples qu'on ne le penserait. Seuls les États appartenant déjà au club – officiels ou officieux – des puissances nucléaires sont susceptibles de les approvisionner. Car les négoces clandestins de matières nucléaires passent en réalité systématiquement, à un moment, par des vols ou des détournements dans des sites parfaitement légaux de production, qu'ils soient implantés en Grande-Bretagne, au Kazakhstan ou en France, sans lesquels, par principe, les sources des trafics nucléaires se tariraient. Si les listes d'incidents détaillés de l'Agence de Vienne confirment les doutes les plus répandus sur la sécurité des installations dans la Communauté des États indépendants (CEI – ex-URSS), les États de l'Union européenne nourrissent également, à leurs dépens, ce marché illicite du nucléaire – je vous laisse

ci-joint la photocopie d'une note de l'Agence sur des incidents intervenus en 2003. L'un d'eux concerne un site près de Reims, où le 8 août a été constaté le vol d'une quantité de Cd-109 radioactif (c'est du cadmium, un métal blanc, proche du zinc, très utilisé dans la production nucléaire). Regardez bien, de nombreux autres sites en Europe sont concernés.

En dehors de ces fuites donc, susceptibles le cas échéant de fournir directement les réseaux d'Al-Qa'ida en matières « sales », il y a l'autre canal, qui emprunte des voies plus officielles, celles du marché clandestin des technologies nucléaires de l'armement, sur lequel on croise des représentants d'États islamistes. Par exemple des Pakistanais abordant des Français ou des Géorgiens, comme le démontrent les démarches de quelques envoyés des services secrets de l'ISI, au mois de septembre 2001, quand ils cherchaient à se procurer des miniréacteurs dans le cadre du programme nucléaire de leur pays. Des tractations à peine croyables, qui, coïncidence, ont abouti... le 11 septembre 2001, comme le confirme une note de la DGSE que je vous laisse découvrir plus loin.

Le jour des attentats contre le World Trade Center et le Pentagone ordonnés depuis l'Afghanistan, et dix-huit mois avant que des bataillons d'experts aillent remuer les sables irakiens à la recherche de laboratoires cachés, c'est une filière illicite de l'État du Pakistan qui participait ainsi à accroître la prolifé-

tion de moyens nucléaires en concluant une transaction entre une firme géorgienne fabricant des miniréacteurs et une société pakistanaise[1]. Surtout : un réseau proche des trafiquants de drogue taliban (chargés de fournir des devises au gouvernement du mollah Omar), intervenait parallèlement en vue du même résultat, dans le cadre d'échanges de bons procédés entre l'ISI et les taliban. Ainsi, selon les services secrets français, Charles X., un intermédiaire au long passé judiciaire travaillant pour le compte du principal baron de la drogue dans la région de Kandahar lors du règne des taliban, recherchait les mêmes miniréacteurs au profit du gouvernement d'Islamabad, en multipliant les contacts depuis Paris, l'une des grandes capitales nucléaires entretenant des liens étroits avec le Pakistan – tout comme Londres et Washington. Les déambulations de ces acheteurs financés par la production de l'opium, partis acquérir des miniréacteurs nucléaires pour le Pakistan et s'arrêtant en France notamment, confirment surtout le rôle moteur des États – en l'occurrence le Pakistan – dans la planification de ces trafics, et la responsabilité des puissances nucléaires officielles sur leur propre patrimoine atomique, ici la Géorgie, où une entreprise consentit à vendre le matériel.

1. Document DGSE daté du 19 octobre 2001 intitulé : « Afghanistan, Pakistan, France. Activités illégales de M. Charles X. »

Note blanche de la DGSE rédigée au mois de novembre 2001 sur le matériel nucléaire acheté par l'ISI le 11 septembre 2001...

AFGHANISTAN – PAKISTAN – FRANCE

ACTIVITES ILLEGALES DE M. CHARLES [redacted]

Au cours du mois de septembre 2001, Charles [redacted] (1) a repris contact avec le courtier français non autorisé en armement Philippe [redacted] (2) afin de se procurer des mini-réacteurs de type R-36 TRDD-50 de conception russe. Cette demande lui aurait été adressée par deux intermédiaires pakistanais, anciens membres de l'Inter Services Intelligence (ISI).

Par ailleurs, Charles [redacted] souhaitant se procurer de la drogue en paiement des équipements livrés, le financement de cette transaction pourrait être assuré par des ressortissants afghans agissant dans le domaine des narcotiques, MM. Hâdji [redacted] (cf. annexe 1) et Hâdji [redacted] (cf. annexe 2).

Parallèlement, à nouveau deux anciens membres de l'ISI sont entrés en relation, par l'entremise du ministère géorgien de la Défense, avec l'entreprise géorgienne IG [redacted] susceptible de leur fournir ces équipements. Les négociations ayant abouti, un contrat portant sur la fourniture de 200 mini-réacteurs pour un montant de 120 000 dollars a été conclu, le 11 septembre 2001, entre la société pakistanaise [redacted] Group et la firme géorgienne.

Charles [redacted] qui a probablement été évincé de cette transaction, continue de soutenir les Tâlebân. En effet, ces derniers l'ont invité à se rendre dans la région de Peshawar (Pakistan) pour effectuer des transactions. Le laissez-passer devra être rédigé au nom de la société française [redacted] (3), derrière laquelle M. [redacted] abrite ses intérêts commerciaux.

Commentaire :

Il s'agit vraisemblablement des mêmes membres de l'ISI dans les deux filières utilisées.

Par ailleurs, le Service n'a pas encore pu déterminer de façon précise l'utilisation finale de ces matériels qui pourraient, toutefois, être employés dans la conception de drones.

---

(1) Né le [redacted] Charles [redacted] est connu des autorités françaises. Il a fait l'objet d'une procédure d'expulsion de l'Inde vers la France au mois d'avril 1997. Il a un passé judiciaire important (plusieurs condamnations pour escroquerie internationale, trafics divers et meurtres).

(2) Né le [redacted] Philippe [redacted] est connu du Service pour ses activités illégales à destination de l'Afrique.

(3) La société [redacted] est enregistrée à Londres (Royaume-Uni). Elle est dirigée par M. [redacted] de nationalité française.

Le rapport confidentiel de l'Agence à l'énergie atomique sur les trafics et les vols de matières nucléaires enregistrés par les services de sécurité occidentaux pendant le troisième trimestre 2003. Regardez les conclusions de l'Agence sur les vols enregistrés, ainsi que la liste des incidents !

الوكالة الدولية للطاقة الذرية
国 际 原 子 能 机 构
INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE
МЕЖДУНАРОДНОЕ АГЕНТСТВО ПО АТОМНОЙ ЭНЕРГИИ
ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGÍA ATÓMICA

QUARTERLY ILLICIT TRAFFICKING REPORT

1 July 2003 – 30 September 2003

Office of Nuclear Security
Department of Nuclear Safety and Security

Official Use Only

Reported incidents, which occurred in the Third Quarter 2003

a. Nuclear Material

Two incidents, both involving the trafficking in depleted uranium have been reported to the ITDB as having occurred during the third quarter of 2003. According to information reported by States' Points of Contact, one incident involved theft of material that has not yet been recovered, while the other incident involved discovery of material.

b. Other radioactive materials

Twenty confirmed cases of illicit trafficking, which occurred in the third quarter of 2003, involved radioactive sources. On the basis of the information provided by Points of Contact, ten incidents appear to involve criminal activity. Of these, one incident reportedly involved suspected smuggling, and nine incidents involved theft. Five radioactive sources, reported to have been stolen, had not been recovered at the time of the reporting. All these sources involved Categories 4 and 5 of the IAEA *Categorization of Radioactive Sources*,[4] and could be considered "not dangerous."[5]

Nine incidents involved the discovery of radioactive sources, of which five were reported to have been found amidst metal scrap. According to information reported by Points of Contact, in one incident, three metal scrap workers were exposed to radiation when they opened the shielding container of a Category 3 radioactive source found in scrap metal. Finally, one incident involved loss and subsequent recovery of two radioactive sources.

One reported incident involved a Category 2 source, one incident a Category 3 source, eight incidents Category 4 sources, and five incidents involved Category 5 sources as defined in the Agency's *Categorization of Radioactive Sources*. Incidents belonging to Categories 1, 2 and 3 are considered as having potential to cause deterministic health effects if uncontrolled or used for malicious purposes. Five incidents involved sources, the activity levels of which were not reported to the ITDB.

c. Other Material

There was one incident involving radioactively contaminated material reported to the ITDB in the third quarter of 2003.

---

[4] *Categorization of Radioactive Sources*, IAEA-TECODC-1344, July 2003.

[5] A concept of the "dangerous" source was established by the May 2003 IAEA Categorization of Radioactive Sources, TECDOC-1344. Dangerous source is defined as "A source that could, if not under control, give rise to exposure sufficient to cause severe deterministic effects."

Table 1. Confirmed Incidents, 2003, Third Quarter

Date	Place of Seizure	Material involved	Material was seized	Occurred customs/ border point	Incident Description
2002-12-06	Windhoek, Namibia	Natural Uranium/ 893g	Yes	No	An incident involving unauthorized possession of natural uranium took place in Namibia.
2003-01-06	Esmeraldas Province, Ecuador	Ir-192/214.6GBq	Yes	No	The Ir-192 source was lost and later recovered.
2003-01-19	Lima, Peru[1]	Cs-137/1 45GBq	Yes	No	The Cs-137 source used in brachitherapy treatment was lost from a hospital and later recovered in a sanitary waste repository.
2003-01-29	United Kingdom[2]	Am-241/1.48GBq and Cs-137/300MBq	No	No	A vehicle carrying a Troxler moister/density gauge was stolen during a routine transport.
2003-03-08	Taunusstein/Hesse, Germany	Pm-147/20kBq and Tl-204/251kBq	Yes	No	Six plastic cans containing Tl-204 and Pm-147 sources were discovered abandoned in a brook. Unauthorized disposal is suspected.
2003-05-01	Sofia, Bulgaria	Cs-137/0.37GBq and Am-241/Be, 1.85GBq	No	No	A moister/density gauge was stolen from a parked vehicle.
2003-05-26	Aschaffenburg Germany	Am-241/Be, 70.3GBq and 18GBq	Yes	No	An Am-241/Be neutron source and a calibration source were detected at a scrapyard amidst scrap metal imported from Lagos, Nigeria via Antwerp, Belgium. Intentional unauthorised disposal is suspected.
2003-06-30	Vienna, Austria	I-131/0.1-10GBq	Yes	No	An I-131 source was discovered in the municipal rubbish in Vienna.
2003-07-07	Purfleet, United Kingdom	Depleted Uranium/ 15kg	No	No	A theft of a radioisotope recovery box occurred in the United Kingdom.
2003-07-08	Javanroud, Iran[3]	Eu-152/185GBq	Yes	Yes	A Eu-152 source was detected amidst scrap metal at the Javanroad customs area.
2003-07-10	Madrid, Spain	Two Kr-85/ 7392.36MBq (total)	Yes	No	Two Kr-85 sources were reported lost and later recovered.
2003-07-16	Vrtojba, Slovenia	Sc-137/ 2.5GBq	Yes	Yes	Customs authorities at the Slovenian/Italian border crossing detected a Cs-137 source within a consignment of scrap metal. It is suspected that the source had entered Slovenia illegally.
2003-07-28	Oaklands Park, Australia	Am-241/1.48GBq and Cs-137/0.3GBq	Yes	No	A Troxler moister/density gauge was stolen and leter recovered undamaged.
2003-07-31	Toronto, Canada	Am-241/Be, 1.628GBq and Cs-137/333MBq	Yes	Yes	A vehicle with Troxler moister/density gauge was stolen and later recovered. The gauge was found inside the recovered vehicle undamaged.
2003-08-06	Rotterdam-Botlek, Netherlands[4]	Cs-137/26GBq	Yes	Yes	Three Cs-137 sources inside shipments of imported scrap metal were detected by portal monitors at a scrap yard. The sources had been shipped from Venezuela via Miami, USA.
2003-08-09	Reims, France	Cd-109/370MBq	No	No	A Cd-109 source was stolen in Reims City.
2003-08-11	Gijon, Spain	Cs-137	Yes	No	A Cs-137 source within consignment of scrap metal was detected at a recycling company.

Donc, avant de s'horrifier des moyens nucléaires qu'Al-Qa'ida ne possède pas encore, je crois que nous pourrions mieux nous mobiliser contre tous ces matériels que des États fragiles possèdent, après avoir fait leurs emplettes entre Moscou, Paris, Londres et Washington ; et prendre mieux en compte, de toute urgence, la sécurité de nos sites nucléaires.

Je délaisse pour quelque temps, Guilène, nos industries atomiques pour reconstituer les basses œuvres françaises naguère façonnées de l'autre côté de la Méditerranée. Je ne serai donc pas des vôtres, dimanche prochain. Je pars creuser toutes ces relations privilégiées que nous entretenons avec des dirigeants d'Arabie ou du Maghreb parfois un peu trop concernés par le succès des mouvements islamistes. Ne vivons-nous pas sur une croûte terrestre globalisée, où chaque capitale vit au rythme de toutes les autres, où les grands de ce monde y sont les grands de tout le monde ?

Après avoir fouillé dans nos affaires judiciaires, je veux savoir si dans les relations qu'entretiennent certains de nos hommes d'État avec leurs alter ego des pays musulmans il n'y a que des raisons de désespérer... Ou, pour reprendre vos préoccupations, j'entends découvrir les raisons d'une éventuelle paralysie politique dans le combat contre Al-Qa'ida. Comme si, une fois que les discours martiaux sont donnés, dans le secret de quelques ministères des raisons politiques obligeaient les uns et les autres à

agir plus prudemment qu'ils devraient, jusqu'à ne plus agir du tout, ou avec trop de tact pour ne pas devenir serviles. Ainsi, pourquoi personne n'a réellement jamais combattu les visées hégémoniques et obscurantistes de la Ligue du monde musulman ? La grande affaire de l'éducation politique : c'est l'art de se déplacer des geishas, les pieds enserrés depuis l'enfance dans des chaussures de bois empêchant les changements d'itinéraire, les rendant toujours plus discrètes en dépit de leurs tenues d'apparat colorées, par la force de leur étau.

Au moment où des dangers nous guettent, il est important d'évaluer la détermination de personnages et de structures chargées de nous gouverner, de connaître leurs éventuelles paralysies, en parcourant, un rien guilleret, leur carnet d'adresses de dirigeants démocrates très propres.

Car avec une permanence exemplaire, manifestement au nom de notre amour désintéressé pour les populations arabes, certains de nos élus politiques de Paris, Washington ou Londres tissent depuis les premières années de la décolonisation des liens financiers biscornus qui s'enchevêtrent avec les divers clans familiaux déterminés à gouverner le Moyen-Orient. Le plus souvent, ce sont des relations de boutiquiers étroitement enchâssées dans les oppositions et les rivalités personnelles autour desquelles ces pouvoirs

familiaux gravitent, au nom de nos « commerces stratégiques ». Une catastrophe diplomatique. Quels que soient les politiques étrangères officielles, les discours à la tribune des Nations unies ou les engagements pris dans des conventions internationales, les pouvoirs exécutifs des grandes capitales occidentales demeurent toujours les obligés de tels membres d'une famille régnante et sont perçus comme d'irréductibles ennemis par tels autres membres ; conduisant à violer régulièrement – et plus ou moins ouvertement – deux trois points fondamentaux du droit international. À l'origine de ces rapports, disons passionnés, qui dérapent et paralysent les meilleures volontés, il est rare de trouver de grandes joutes intellectuelles sur des débats d'idées, sur le processus de paix au Moyen-Orient, sur le financement de l'islamisme. Le plus souvent il est seulement question de calculs de répartition de commissions sur les grands contrats d'armement, d'hydrocarbures ou plus directement de tranquillité d'esprit entre dirigeants amenés à conclure pour des centaines de millions de dollars des affaires entre leurs pays. Quand de faibles et trop rares voix s'en alarment et demandent à nos dirigeants de cesser ces tractations, afin de préserver leur indépendance pour mieux négocier sur les grands enjeux de société au Moyen-Orient, des hommes affectant de se sentir offusqués nous répondent que cette épicerie profite en premier lieu à notre emploi et à notre balance commerciale – le financement probable de leur parti politique et avec lui l'allégeance

prêtée à des chefs de régimes autoritaires sont rarement cités à ce stade-là de la conversation.

Cette occultation dans les discussions tenues en Europe ne cesse de m'amuser lorsque j'ai l'occasion de m'entretenir du même sujet, ailleurs, avec des hommes proches de mouvements islamistes. Sur les relations politiques parfois complexes entre le Moyen-Orient et l'Occident, c'est au contraire cette dérive affairiste qu'ils avancent en premier lieu – pour les plus modérés en tout cas, les plus radicaux n'en parlent plus, ils placent des bombes contre des symboles occidentaux (en particulier en Arabie Saoudite) [1].

Dans leur approche souvent simpliste (mais pas toujours) de la géopolitique des puissances européennes et américaines, à leurs yeux nos pays passent pour des usuriers voraces entretenant des relations d'interdépendance avec des régimes corrompus et népotiques. Plus fâcheux, les régimes autoritaires familiaux en question ne rechignent pas parfois à financer discrètement ces islamistes radicaux, le plus souvent pour s'acheter une relative tranquillité, créant par là un écheveau d'intérêts croisés.

1. Les attentats survenus en Arabie Saoudite entre 2002 et 2004 et attribués à Al-Qa'ida sont à ce titre emblématiques. Tous visaient des organisations ou des personnels occidentaux intervenant dans l'un de ces grands contrats de sécurité ou de défense si spécieux. La société américaine de prestations militaires, Vinnell, responsable de l'entraînement de la Garde nationale de ce pays, a payé le plus lourd tribut.

Parfois, des islamistes proches des terroristes partagent les mêmes intérêts financiers que les représentants de régimes musulmans qualifiés « d'apostats » par ces mêmes terroristes, qui les vilipendent à longueur de prêche. À l'arrière-plan des contrats d'armement nous montrent des élus occidentaux en costume trois-pièces discutant coiffure, chars d'assaut et commissions avec les intermédiaires financiers qui rendent possibles ces mêmes relations entre terroristes et monarchies déconfites, tandis qu'au sein des hautes autorités de la communauté internationale, un beau consensus règne pour au mieux sauver les apparences, mais surtout pour ne pas appliquer les résolutions qui permettraient d'assainir modestement ces relations.

Une véritable « foire du slip » comme les aime Sécé.